

Privatiser la poste ?

Faut vraiment être timbré !

Alors qu'aux Etats-Unis, Bush est contraint de nationaliser *in extremis* des établissements financiers en faillite, Sarkozy veut faire cadeau aux actionnaires d'une entreprise publique utile qui marche, La Poste. Nationaliser les pertes, privatiser les bénéfiques. On croit rêver ! La riposte s'organise, le PCF en est !

La Privatisation de la Poste : c'est NON !

A l'horizon 2010, Nicolas Sarkozy envisage de transformer La Poste en société anonyme, de l'introduire en Bourse, de la vendre aux capitaux privés. Pour le gouvernement, cette privatisation est un prélude à l'ouverture du marché du courrier en 2011, recommandée par les directives européennes. Derrière les mots, le projet est connu : réduction du nombre de bureaux et des horaires d'ouverture, mise en cause de la péréquation et de l'égalité tarifaire, des personnels et de leur statut, augmentation du prix du timbre, abandon des missions de service public de La Banque Postale, pour drainer l'épargne populaire vers la spéculation et livrer le service public de la communication au marché et à la spéculation. Cette politique est la même qui a amené notre planète au bord du gouffre avec la crise financière que nous connaissons. Cela suffit. Nous ne pouvons continuer comme cela. Les moyens existent dans notre pays et en Europe pour garantir à chacune et chacun le droit d'égal accès aux secteurs permettant une vie digne. La communication en fait partie.

La Poste, les communications : un bien commun

La communication, l'échange postal entre personnes ne sont pas des marchandises mais un droit inaliénable pour chaque personne et pour l'intérêt général. Dans les quartiers populaires, les zones rurales, partout, La Poste est un lien. Elle est utile au développement économique, notamment pour les petites entreprises les

commerçants et les artisans. Les Françaises et les Français y sont attachés. Au lieu de discréditer La Poste depuis des années et de la priver des moyens d'assurer ses missions, on devrait s'attacher à répondre aux attentes des usagers. Les communistes portent des propositions pour qu'elle s'améliore et devienne un modèle de gestion moderne pour l'efficacité sociale, la coopération, la démocratie, le financement de l'économie et pour l'Europe postale (<http://www.pcf.fr/spip.php?article287>). Mais pour moderniser, il faut avoir encore une Poste.

Non seulement, donc, nous disons NON à la privatisation de la Poste mais nous exigeons l'ouverture d'un débat pour redéfinir un grand service public de la communication, intégrant les nouvelles technologies. Ce débat doit définir la réponse moderne aux besoins de la population et les moyens financiers à mettre en œuvre pour le réaliser. Ce nouveau service public doit être démocratisé en donnant des droits aux représentants des usagers, des élus et des salariés sur les choix de La Poste.

Ensemble, rassemblés, pour faire reculer le gouvernement

De nombreuses organisations comprenant ses syndicats, les partis de gauche, le Collectif de défense des Services publics, des élus, de nombreuses associations regroupant des usagers lancent un appel pour un référendum permettant d'empêcher cette privatisation.

Ensemble, dans nos villes, nos quartiers, nos villages nos entreprises menons un grand débat national pour faire reculer le gouvernement sur la privatisation, pour élaborer un service public de la communication.

Francis Wurtz,

Député européen communiste, président au parlement du groupe de la Gauche Unie Européenne :

« Dans les pays où les services postaux sont déjà libéralisés, le service public s'est profondément dégradé quand il ne s'est pas effondré. En Suède, sur 2200 bureaux 1800 ont disparu tandis que le prix du timbre a explosé. Je serai, dans la rue et au Parlement européen, avec les citoyens, les salariés pour empêcher ce mauvais coup et promouvoir le service postal en Europe. »



PCF
Parti communiste français